



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 19 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BAMAS

EDF - Direction du Parc Nucléaire et Thermique DPN – UTO – Département Logistique

1, Avenue de l'Europe – CS 30451 MONTEVRAIN

CEDEX 04

77000 Melun

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 mars 2023 dans l'établissement BAMAS implanté Base de maintenance de Saint-Dizier Parc de référence Nord - Parkway 52100 Saint-Dizier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite avait pour objectif de vérifier le retour à la conformité sur les deux points qui avaient fait l'objet d'une mise en demeure en 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAMAS
- Base de maintenance de Saint-Dizier Parc de référence Nord - Parkway 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005704915
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La BAMAS a été mise en service en 2019 en vue d'accueillir des activités de maintenance et d'entreposage de machines et d'outillages provenant de centrales nucléaires (AP du 26/06/2016). EDF avait confié l'exploitation du site à une de ses filiales CYCLIFE. Depuis le 1er octobre 2021 (Arrêté préfectoral du 9/07/2021) EDF a repris l'exploitation du site en direct. Depuis le 2/08/2021, Dalkia EN est l'opérateur du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Autocontrôle des émissions atmosphériques et confinement dynamique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Confinement dynamique	Arrêté Préfectoral du 14/03/2022, article 2	/	Sans objet
2	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/03/2022, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le retour à la conformité a été constaté sur les deux points qui avaient fait l'objet d'une mise en demeure début 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement dynamique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bâtiment principal
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter sous un délai de 6 mois, les dispositions figurant à l'article l'article 2.6.2.2 de l'arrêté Préfectoral du 26/02/2016 susvisé, relatif au confinement dynamique du bâtiment principal
Constats : Tous les locaux ont été équipés de capteurs. Tous les jours la différence de pression et le système de soufflage-extraction sont contrôlés. Les réglages ont été modifiés de sorte que la tolérance de 10 % soit supprimée et que la dépression soit en permanence strictement inférieure à 40 Pa. La dépression est enregistrée toute les 15 min. Les relevés du 22 mars ont été fournis et sont conformes. Le réglage du système de soufflage-extraction est modifié 3 ou 4 fois par an car la température extérieure modifie les paramètres de pression.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter sous un délai de 6 mois, les dispositions figurant à l'article l'article 2.13.3.1 de l'arrêté Préfectoral du 26/02/2016 susvisé, relatif à l'autosurveillance des émissions atmosphériques
Constats : La platine de fixation du piquage sur la cheminée d'évacuation a été neutralisée. Deux trappes ont été créées de part et d'autre de la platine d'origine afin de pouvoir effectuer les prélèvements annuels normalisés de l'empoussièrement. Deux capteurs ont été insérés avec un angle à 45° l'un par rapport à l'autre de manière à pouvoir mesurer le débit en continu et de façon normalisée. Le débit est ainsi suivi en continu et enregistré.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet